Alain Dieckhoff et Riva Kastoryano (dir.)
Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale
Paris, CNRS Editions, 2002, 288 p.

Isabelle RIGONI

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/774>

DOI : [10.4000/cemoti.774](https://doi.org/10.4000/cemoti.774)

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Isabelle RIGONI, « Alain Dieckhoff et Riva Kastoryano (dir.) *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale* Paris, CNRS Editions, 2002, 288 p. », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 35 | 2003, mis en ligne le , consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/774> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.774>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Alain Dieckhoff et Riva Kastoryano (dir.) *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale* Paris, CNRS Editions, 2002, 288 p.

Isabelle RIGONI

L'ouvrage consacré aux *Nationalismes en mutation en Méditerranée orientale* et coordonné par Alain Dieckhoff et Riva Kastoryano réunit des historiens, des sociologues et des politologues français et étrangers, invités à débattre des questions relatives au nationalisme, aux minorités, aux identités et aux communautés dans les principaux pays de la Méditerranée orientale, des Balkans à l'Égypte en passant par la Turquie et le Moyen-Orient. Peu d'ouvrages sont consacrés à cette région du monde que couvrent les CEMOTI autant dire donc que cette nouvelle livraison est la bienvenue. Elle a de plus le mérite de remettre en cause l'image d'une Méditerranée qui serait représentée par une communauté de destin. Thème repris par de nombreux chercheurs, la Méditerranée est devenue un référent politique majeur depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995. Or, la perception d'une Méditerranée carrefour ne doit pas faire oublier qu'elle repose également d'une part, sur le «mythe néo-andalou»¹ ou «l'imaginaire euro-méditerranéen»² qui exalte la solidarité sensée caractériser l'espace méditerranéen et, d'autre part, sur l'imaginaire économique de la régionalisation défendu lors de la Conférence de Barcelone. Outre cette division horizontale caractérisée par le déséquilibre économique et démographique, l'ouvrage présenté ici insiste sur la division verticale entre une Méditerranée occidentale («homogénéité religieuse», p.2) et une Méditerranée orientale («règne de la diversité religieuse et culturelle», p.3). Et c'est bien au mode d'organisation de la différence (religieuse mais aussi communautaire) dans cet espace faussement homogène de la Méditerranée orientale qu'est consacré le présent ouvrage.

Mais l'intérêt scientifique de cet ouvrage se situe bien au-delà de son positionnement géographique et historique. Les trois thèmes qui le structurent offrent un modèle d'analyse qui vient enrichir les concepts de nationalisme, de communautarisme et de

transnationalisme. Une triple dynamique correspond aux trois parties du livre, clairement énoncées dans l'introduction : le rôle de l'Etat comme agent de production du nationalisme à travers ses institutions, ses élites, son idéologie ; la réactivation d'appartenances multiples (ethniques, religieuses) et la capacité des Etats à gérer leur pluralité interne ; la constitution de communautés transnationales. Trois types de nationalismes sont donc abordés et discutés : le nationalisme d'Etat (avec les exemples de la Turquie, de la Grèce, de l'Egypte et de la Syrie), le nationalisme communautaire ou de minorité (Liban, Turquie, Israël et Bochniaques), le nationalisme de diaspora ou «nationalisme transnational» (Palestiniens, Nord-Caucasiens et Turcs).

L'ouvrage marque clairement une prise de distance avec toute la littérature, abondante dans les années 1990, sur la fin de l'Etat-nation. Pour Alain Dieckhoff et Riva Kastoryano, qui ne cessent pour autant de rappeler l'importance des mouvements transnationaux, nous assistons plutôt à la permanence de l'Etat-nation qu'à sa perte : «alors que le nationalisme de diaspora et le nationalisme de minorité sont guidés par l'aspiration à créer un Etat territorial, le nationalisme transnational mis en œuvre par une communauté transnationale renvoie à un Etat-nation d'ores et déjà indépendant et souverain, territorialement défini. [...] Il constitue ainsi un prolongement, une extension du nationalisme d'Etat» (p.16). C'est bien là que se situe l'un des paradoxes de la transnationalité : « tout en remettant en cause la pertinence des Etats-nations comme unité politique, culturelle et territoriale, la transnationalité renforce le rôle des Etats» (Riva Kastoryano, p.266). Si cette analyse a déjà été avancée ailleurs par d'autres chercheurs, elle n'en demeure pas moins essentielle dans le débat sur le national et le transnational, et ce au-delà du cas de la Méditerranée orientale. En outre, plusieurs articles montrent que le rôle des diasporas est important mais non décisif dans le processus de construction politique dans le pays ou sur le territoire d'origine (Lamia Radi, Alexandre Toumarkine). Le jeu des Etats tiers est souligné à plusieurs reprises, notamment dans les exemples palestinien (interférences des pays arabes, de l'Egypte puis d'Israël) et nord-caucasien (relations avec la Turquie). Les affirmations nationales sont donc bel et bien vivantes et multiples, en dépit de légitimités étatiques souvent précaires dans la région.

Parler des multiples formes du nationalisme revient inévitablement à évoquer la question de la gestion des minorités. On ne peut éviter sur ce thème les questions de vocabulaire, notamment liées à l'emploi du terme controversé (au moins dans les sciences sociales francophones) de «communauté» ou «communautaire» mais néanmoins utilisé dans plusieurs articles de l'ouvrage. La définition qui en est donnée par Hamit Bozarslan mériterait de figurer ailleurs que dans une note de bas de page : «par “communauté” j'entends un groupe qui se singularise par certaines caractéristiques “essentialisables” (ancêtre commun, confession, langue, style de vie, références historiques spécifiques...). Il va de soi que le concept n'implique pas l'isolement ou l'immuabilité des conditions d'un groupe donné ; au contraire, on ne constitue une communauté que si on se trouve en interaction avec d'autres groupes et si on négocie ses distances et ses proximités avec eux» (p.134).

L'analyse des modes d'organisation de la différence permet par ailleurs de mettre en lumière la diversité des modèles d'organisation socio-politique dans une région pourtant globalement marquée par les structures de l'Empire ottoman (*millet*). Or, l'ouvrage souligne combien chaque Etat a adopté un modèle particulier. On retrouve ainsi une opposition radicale entre les exemples libanais (analysé en détails par Nahla Chahal) et turc (brillamment décrit par Etienne Copeaux et Hamit Bozarslan). Tandis

que la «formule libanaise» est celle d'une répartition communautaire équitable du pouvoir, le nationalisme turc impose un «consensus obligatoire» (E. Copeaux) ou un «unanimité obligatoire» (H. Bozarslan) à travers la négation des communautés (Kurdes, Alévis mais aussi Çerkes et autres ; A. Toumarkine) et la mise en place de la synthèse turco-islamique. Le nationalisme étatique turc n'est cependant pas parvenu à annihiler les divisions communautaires. Il en va de même, pour d'autres raisons, en Israël où l'Etat n'a pas réussi à fabriquer, par assimilation progressive, un *homo israelicus* unique (A. Dieckhoff). Le cas d'Israël est intéressant à plus d'un titre, notamment parce que sa gestion différenciée de la population a conduit à des catégorisations ethniques. Les différentes communautés internes à Israël s'affirment semble-t-il de plus en plus sur le mode de l'identitarisme que Xavier Bougarel décrit chez les Bochniaques : par le biais d'une identification croissante entre identité religieuse et identité nationale ou ethnique. On retrouve également cette tendance parmi les groupes diasporiques ou immigrés décrits dans la dernière partie. Le présent ouvrage explique et resitue donc très bien les processus nationaux et nationalistes en mutation, à la lumière d'études de cas le plus souvent parfaitement documentées. On pourrait toutefois regretter l'absence dans cet ouvrage de l'analyse de plusieurs notions émergentes telles que celle de «nouvelles solidarités» (évoquée par R. Kastoryano, p.251) ou de «société civile transnationale» à laquelle il est fait allusion dans la partie consacrée au nationalisme de diaspora. Ce qui pose également la question des solidarités transnationales : quelles sont-elles, quelle est leur portée, etc. Entre dépendance et instrumentalisation, l'autonomie de la société civile se trouve confrontée à toute une série de défis³ dont celui de sa mise en scène, qui passe ici inaperçue, n'est pas le moindre. Alors que dans son acception contemporaine, la notion de société civile semble de plus en plus décrire certaines formes d'organisation sociale qui étaient auparavant associées à celles de démocratie et de citoyenneté⁴, il eût été intéressant de connaître le point de vue des auteurs de l'ouvrage.

NOTES

1. Jean-Robert Henry, "Méditerranée occidentale et Euro-Méditerranée, l'espace des malentendus", *Hérodote*, "Europe du sud, Afrique du nord", n°94, juillet-septembre 1999, p.24-36.
2. Myriam Djegham, *Quand l'Europe anime la Méditerranée*, IEP de Paris, Mémoire de DEA ss. Dir. Marie-Claude Smouts, 1997, 133 p.
3. Ernest Gellner, *Conditions of Liberty : Civil Society and its Rivals*, London, Penguin, 1994. Isabelle Rigoni, "Une référence ambiguë à la société civile internationale : l'exemple du Forum civil euro-méditerranéen", *Colloque ONG et action humanitaire : entre militantisme transnational et action publique*, La Rochelle, 12-13.04.2001 : http://www.univ-lr.fr/recherche/mshs/manifestations/colloqu_ong/communication/Rigoni.pdf
4. Adam B. Seligman, *The Idea of Civil Society*, New York, Macmillan, 1992. Keith Tester, *Civil Society*, London, Routledge, 1992.

RÉSUMÉS

Cet ouvrage pluridisciplinaire permet de mettre en lumière la diversité des modèles d'organisation socio-politique et des processus nationaux et nationalistes en mutation dans les principaux pays de la Méditerranée orientale.